

L'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) : nouvelles approches historiographiques des dictatures et de la transition démocratique (1960-2000). Introduction

Anne Dulphy, Victor Pereira, Matthieu Trouvé

Sortant de la dictature au milieu des années 1970, entrant dans les institutions européennes dans les années 1980, enregistrant un développement économique notable et bénéficiant largement des aides de l'Union européenne dans les années 1990, plongeant dans la crise économique et connaissant la montée de partis incarnant une gauche anti-austérité comme Syriza, Podemos ou le Bloc de Esquerda (le Bloc de gauche) dans les années 2000-2015, l'Espagne, le Portugal et la Grèce partagent incontestablement un destin commun depuis ces quarante dernières années. Faisant partie de ce que l'on a coutume d'appeler l'« Europe du Sud », ces trois pays ont donné à l'Union européenne un visage méditerranéen, latin et balkanique, par opposition à une Europe centrale ou nordique.

L'« Europe du Sud » : cette expression géographique recouvre cependant des situations politiques très diverses. Elle regroupe en réalité beaucoup plus que les trois pays cités : la France, l'Italie, les autres États de la péninsule balkanique, Chypre ou encore Malte font tout autant partie de cette Europe du Sud que la péninsule ibérique et la Grèce. Les différences sont, du reste, notables entre les deux pays ibériques du sud-ouest européen et la Grèce, qui appartient à l'ensemble géopolitique balkanique. Anciennes puissances coloniales, l'Espagne et le Portugal sont souvent associés, avec la France et l'Italie, dans un ensemble latin et catholique, face à une Grèce orthodoxe et orientale, libérée de l'Empire ottoman seulement depuis les années 1830. Si le Portugal est davantage tourné vers l'Atlantique, la Grèce et l'Espagne ont un visage nettement plus méditerranéen. Alors que la Grèce et le Portugal apparaissent comme de « petits États » en raison de leur superficie et de leur faible poids économique et démographique, l'Espagne est au contraire le « cinquième grand » en Europe après la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, même si Madrid a été marginalisée du point de vue des relations internationales jusqu'en 1975. Alors que la Grèce et le Portugal sont membres de l'OTAN dès 1949, que Lisbonne intègre l'Association européenne de libre-échange (AELE) en 1959 et qu'Athènes obtient un accord d'association avec le Marché commun en 1961, le gouvernement espagnol demeure absent des grandes organisations européennes nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Membre de l'ONU dès 1945 et du Conseil de l'Europe dès 1949, l'État grec a le regard tourné vers les Balkans, le Proche-Orient et la Turquie. Le Portugal et l'Espagne ne sont membres de l'ONU qu'à partir de 1955 et n'entrent dans le Conseil de l'Europe respectivement qu'en 1976 et en 1977. Les gouvernements portugais et espagnol ont longtemps privilégié leurs relations avec

Londres, Washington et l'Amérique latine avant de se tourner résolument vers les institutions européennes et de se rapprocher du couple franco-allemand.

Néanmoins, malgré ces singularités, les études politiques, historiques, économiques et sociologiques ont associé l'Espagne, le Portugal et la Grèce dans un même regard sur cette périphérie sud-européenne. Les trois États ont en effet la particularité de ne pas appartenir au centre décisionnel de l'Europe, d'avoir rejoint une Communauté européenne en cours de construction après des décennies de dictature, et d'accuser un important retard de développement économique lors de leur adhésion au Marché commun. Dans les années 1980, nombreux sont les commentaires considérant que, en s'élargissant ainsi vers l'Espagne, le Portugal et la Grèce, l'Europe se découvre un Sud. Dans les mentalités européennes et l'imaginaire collectif des peuples, l'« Europe du Sud » est synonyme de climat méditerranéen, de plages, de vacances, d'ensoleillement et de dépaysement, mais aussi de retard économique, d'absence de rigueur budgétaire et administrative, d'endettement, de poids de l'institution familiale ou encore d'instabilité politique.

Au-delà de ces clichés, les analyses ont montré la pertinence de l'étude comparative entre les trois États. Le choix de regrouper les études sur ces pays résulte des différents développements politiques, diplomatiques, économiques, sociaux et culturels, qui les ont affectés tout au long du XX^e siècle. L'entrée de ces pays dans la Communauté économique européenne (CEE) a été à l'origine de plusieurs travaux sur le second élargissement européen, soulignant notamment les profondes différences de développement entre les nouveaux membres et les Neuf¹. De nombreux auteurs ont ainsi insisté sur les caractéristiques économiques propres à ces périphéries ou « semi-périphéries » européennes, marquées par une industrialisation plus tardive, une agriculture et un secteur de la pêche encore très importants, un marché du travail plus tendu, un État-providence peu protecteur et une main-d'œuvre meilleur marché². Du point de vue sociologique, l'étude comparative des groupes d'intérêts et de leur influence constitue une piste fructueuse, tandis que l'analyse des mobilisations sociales en Europe a mis en lumière un clivage entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud : les Espagnols, les Grecs et les Portugais, tout comme les Français, seraient plus enclins à revendiquer leurs droits dans la rue³. D'autres travaux ont mis en exergue des attitudes familiales et des comportements démographiques propres aux pays de l'Europe méditerranéenne : terres traditionnelles d'émigration, l'Espagne, la Grèce et le Portugal fourniraient, avec

¹ Dudley Seers, Constantine Vaitsos (eds.), *The Second Enlargement of the EEC. The Integration of Unequal Partners*, Londres, Macmillan Press, 1982 ; Frances Nicholson, Roger East, *From the Six to the Twelve : the Enlargement of the European Communities*, Harlow, Longman, 1987 ; Loukas Tsoulakis, *The European Community and the Mediterranean Enlargement*, Londres, George Allen & Unwin, 1981 ; Berta Álvarez de Miranda, *El Sur de Europa y la adhesión a la Comunidad. Los debates políticos*, Madrid, CIS, 1996 ; António Costa Pinto, Nuno Severiano Teixeira (eds.), *Southern Europe and the Making of the European Union*, New York, SSM-Columbia University Press, 2002.

² Olivier Balabalian (dir.), *Les États méditerranéens de la CEE : Espagne, Grèce, Italie, Portugal*, Paris, Masson, 1991 ; Marc Dusautoy (dir.), *Intégration européenne et emploi : le cas des pays semi-périphériques de l'Europe*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999 ; Maurizio Ferrera (ed.), *Welfare State Reform in Southern Europe. Fighting Poverty and Social Exclusion in Italy, Spain, Portugal and Greece*, Londres & New York, Routledge, 2005.

³ Dusan Sidjanski, Ural Ayberk (dir.), *L'Europe du Sud dans la Communauté européenne. Analyse comparative des groupes d'intérêt et de leur insertion dans le réseau communautaire*, Paris, Genève, PUF-IUEE, 1990. Voir aussi les travaux de Constantinos Eleftheriadis.

l'Italie, un « modèle familial sud-européen caractérisé par la centralité du mariage, une formation tardive et difficile des nouveaux ménages, une fécondité très basse et des liens forts et territorialisés avec la parentèle⁴ » auxquels on peut ajouter une dépendance des enfants plus forte vis-à-vis des familles.

Les études d'histoire et de science politique ont, quant à elles, porté assez tôt sur la fragilité de la construction étatique, les questions identitaires nationales, le déclin de la démocratie ou encore la crise des dictatures grecques, portugaises et espagnoles⁵. Dès les années 1920-1930, le Portugal, la Grèce et l'Espagne subissent une succession de coups d'État militaires, de restaurations monarchiques ou républicaines, de conflits politiques les condamnant à une « voie autoritaire de modernisation » selon les mots de Juan Linz⁶. Un coup d'État au Portugal emporte la république parlementaire en 1926 ; les militaires confient un peu plus tard le pouvoir à un professeur d'économie politique, António de Oliveira Salazar, à l'origine d'un nouveau régime, l'*Estado Novo* (l'État nouveau), qui dure jusqu'en 1974. Si l'Espagne sombre dans la guerre civile en 1936 à l'issue de laquelle s'impose le général Franco, la Grèce est dirigée à partir de cette même date par le général Metaxás, qui installe un État nationaliste et autoritaire remplacé pendant la Seconde Guerre mondiale par un régime d'occupation fascisant. Athènes sombre à son tour dans la guerre civile entre 1946 et 1949, puis dans une période d'instabilité politique avant de connaître à nouveau la dictature des colonels jusqu'en 1974.

Offrant un modèle de transition démocratique et constitutionnelle⁷, les trois pays inaugurent ensuite une troisième vague de démocratisation en Europe, les deux premières vagues concernant respectivement les périodes 1828-1926 et 1943-1962⁸. La révolution des Œillets en avril 1974 et la révolte des étudiants grecs marquent en effet la fin des régimes autoritaires au Portugal et en Grèce. Des trois pays en question, l'Espagne est celui qui se libère en dernier de la dictature franquiste. La transition s'opère de manière relativement pacifique, de la loi à la loi, suivant une voie consensuelle ou « consociationnelle⁹ ». Mais à Lisbonne, Athènes et Madrid, le schéma de la transition démocratique suit peu ou prou la même dynamique : des gouvernements provisoires d'union se mettent en place, les libertés sont proclamées, les partis politiques sont à nouveau autorisés, y compris les partis communistes, des élections libres sont organisées, une nouvelle constitution est votée malgré les conflits politiques, les difficultés socio-économiques et les menaces séparatistes ou militaires. Les études se sont ainsi multipliées sur les transformations institutionnelles, la recomposition de la vie politique, la « récupération des libertés », le rôle des élites et

⁴ Thomas Pfirsch, « Une géographie de la famille en Europe du Sud », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], *Espace, Société, Territoire*, doc. 533, mis en ligne le 25 mai 2011, consulté le 19 mai 2016. URL : <http://cybergeo.revues.org/23669> ; DOI : 10.4000/cybergeo.23669.

⁵ Nicos Poulantzas, *La crise des dictatures : Portugal, Grèce, Espagne*, Paris, Seuil, 1976.

⁶ Cf. Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2006 ; Juan Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore & Londres, The Johns Hopkins University Press, 1996.

⁷ Kostas Mavrias, *Transition démocratique et changement constitutionnel en Europe du Sud : Espagne-Grèce-Portugal*, Athènes, éditions Ant. N. Sakkoulas, Komotini, 1997.

⁸ Samuel P. Huntington, *The Third Wave. Democratization in the late Twentieth Century*, Oklahoma, University of Oklahoma Press, 1991.

⁹ Juan Linz, *Un Sociólogo ante el problema : Una España multinacional y la posibilidad de una democracia consociacional*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1979. Voir les travaux d'Arend Lijphart.

le retour de la société civile dans les pays d'Europe du Sud¹⁰. Un consensus s'établit dans ces nouvelles démocraties autour du modèle parlementaire libéral, dans un cadre républicain pour le Portugal et la Grèce, monarchique dans le cas espagnol. Les trois nations engagent également une réforme profonde de leurs systèmes économiques et sociaux, et connaissent d'importantes mutations culturelles post-dictatoriales. En définitive, l'appartenance et la participation des pays ibériques et de la Grèce à l'Union européenne a incontestablement été un moteur de leur croissance économique au cours des années 1990 et a contribué à leur « normalisation » et à leur « européanisation¹¹ ».

Après les travaux et les témoignages sur les années de transition est venue inévitablement une réflexion sur la consolidation démocratique et les limites du processus de démocratisation. Le respect de la compétition politique à moyen et long terme, l'adoption de modes de scrutin proportionnel limités favorisant les grands partis – le système d'Hondt¹² en Espagne et au Portugal, une proportionnelle « renforcée » en Grèce –, l'expérience d'une véritable alternance au pouvoir – 1979 au Portugal, 1981 en Grèce, 1982 en Espagne – ont permis non seulement l'enracinement de la démocratie mais aussi sa consolidation et son renforcement. Trente ans après la fin des dictatures sud-européennes, de nouvelles études dressent néanmoins un bilan plus mitigé du retour à la démocratie et remettent en cause l'idée d'une transition idéale et sans heurts, pilotée par les élites et acceptée par les peuples¹³. Plusieurs historiens s'attachent sinon à déconstruire ce mythe, du moins à nuancer une transition présentée de manière trop consensuelle¹⁴. Les recherches sur les transitions démocratiques sud-européennes ont trop souvent privilégié un cadre d'analyse négligeant le degré d'incertitude et le parcours extrêmement conflictuel et chaotique du changement de régime. S'il y a bien une culture du consensus qui s'est installée dans les pays d'Europe du Sud tout au long des années 1970-1980 autour de la nécessité de démocratiser le régime en suivant un modèle parlementaire, il n'en demeure pas moins que le Portugal, l'Espagne et la Grèce sont traversés par une série d'actes de violence¹⁵, par de fortes oppositions sur des thèmes politiques,

¹⁰ Richard Gunther, Nikiforos Diamandouros, Hans-Jürgen Puhle (eds.), *The Politics of Democratic Consolidation: Southern Europe in Comparative Perspective*, Baltimore & Londres, The Johns Hopkins University Press, 1995 ; Victor Pérez-Díaz, *El retorno de la sociedad civil: respuestas sociales a la transición política, la crisis económica y los cambios culturales de España, 1975-1985*, Madrid, Instituto de Estudios Económicos, 1987 ; André Freire, *Esquerda e direita na política europeia: Portugal, Espanha e Grécia em perspectiva comparada*, Lisbonne, Imprensa de Ciências sociais, 2006.

¹¹ Dossier « Democratic Transition, European Economic Community Accession and Southern Europe », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 90, 2015.

¹² Le système – ou méthode – d'Hondt est un mode de scrutin de représentation proportionnelle rapprochée qui tend à favoriser les listes ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

¹³ Leonardo Morlino, *Democracy Between Consolidation and Crisis: Parties, Groups and Citizens in Southern Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1998 ; M. Minotos (ed.), *The Transition to Democracy in Spain, Portugal and Greece Thirty Years After*, Athènes, Konstantinos Karamanlis Foundation, 2006.

¹⁴ Les travaux de Sophie Baby nuancent le mythe d'une transition pacifique modèle. Au-delà de l'article publié dans ce dossier, voir Sophie Baby, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

¹⁵ Sophie Baby, Olivier Compagnon, Eduardo González Calleja (dir.), *Violencia y transiciones políticas a finales del siglo XX. Europa del Sur-América latina*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009.

économiques et sociaux¹⁶, par la montée de mouvements sociaux contestant le modèle de transition et, dans le cas espagnol, par l'activisme de forces régionalistes centrifuges qui remettent en cause la construction identitaire nationale¹⁷. Au vu des crises politiques et économiques que subissent le Portugal, l'Espagne et la Grèce depuis ces cinq dernières années, on est donc en droit de s'interroger sur un processus démocratique imparfait ou inachevé, pour reprendre la formule de Pierre Rosanvallon¹⁸. Résultat de la démocratisation des années 1970, les trois pays d'Europe du Sud sont incontestablement des démocraties confirmées, qui n'ont aujourd'hui plus guère d'ennemis. Mais la démocratie n'est pas figée et se réinvente tout en se complexifiant. Des mouvements politiques et sociaux comme les *Indignados*, *Geração à rasca*, Podemos, ou Syriza – qui ont connu une croissance fulgurante – réclament à l'heure actuelle une « vraie démocratie » avec plus de participation citoyenne et de transparence politique, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la fin de la corruption, de l'austérité et de la précarité¹⁹.

D'autre part, comme tous les pays européens, l'Espagne, le Portugal et la Grèce sont entrés dans l'ère de « l'inflation mémorielle » (ou *memory boom*), selon l'expression d'Emmanuel Hoog²⁰. Des conflits de mémoire très variés ont mis en lumière de nouveaux clivages et questionnements sur ces « passés qui ne passent pas »²¹. Ces querelles de mémoire, qui dépassent le cadre des débats d'historiens pour gagner la place publique, tendent, elles aussi, sinon à remettre en cause l'édifice identitaire national, du moins à nuancer le caractère consensuel de la transition démocratique et le rôle des élites. On dénonce le « pacte d'oubli » consenti pendant la transition, on exhume les fosses communes des dictatures, on redécouvre ou récupère la « mémoire historique » se référant à un passé traumatique²². Ainsi, par exemple, au moment où l'Espagne fête les trente ans de l'accession au trône de Juan Carlos et les vingt ans de la signature de son adhésion à la CEE, une série de questionnements s'engage sur la mémoire historique ou « retrouvée » des dictatures et de la transition²³.

¹⁶ La révolution portugaise est ainsi la dernière révolution sociale en Europe occidentale. Voir Diego Palacios Cerezales, *O poder caiu na rua. Crise de Estado e acções colectivas na revolução*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2003 ; Ronald Chilcote, *The Portuguese Revolution : State and Class in the Transition to Democracy*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2010 ; Pedro Ramos Pinto, *Lisbon Rising. Urban social movements in the Portuguese Revolution, 1974-75*, Manchester, Manchester University Press, 2013.

¹⁷ Voir Juan Pablo Fusi, *Espagne. Nations, nationalismes et nationalités des Rois catholiques à la Monarchie constitutionnelle*, Rennes, PUR, 2002 ; Borja de Riquer i Permanyer, « La faiblesse du processus de construction nationale en Espagne au XIX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 41-2, avril-juin 1994, p. 353-366.

¹⁸ « La démocratie est structurellement inachevée », entretien avec Pierre Rosanvallon, *Sciences Humaines*, hors-série n° 21, mai-juin 2016, p. 79.

¹⁹ Guya Accornero, Pedro Ramos Pinto, « "Mil Mannered" ? Protest and Mobilisation in Portugal under Austerity, 2010-2013 », *West European Politics*, vol. 38, n° 3, 2015, p. 491-515.

²⁰ Emmanuel Hoog, *Mémoire année zéro*, Paris, Seuil, 2009, p. 53.

²¹ António Costa Pinto, Leonardo Morlino (eds.), *Dealing with the Legacy of Authoritarianism : the "Politics of the Past" in Southern European Democracies*, London, Routledge, 2011.

²² Rozenberg Danielle, « Le "pacte d'oubli" de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé », *Politix*, n°74, 2006/2, p. 173-188 et, du même auteur, « Mémoire, justice et... raison d'État dans la construction de l'Espagne démocratique », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 2, 2/2007, <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=02&rub=dossier&item=21>.

²³ Parmi une abondante littérature sur les questions mémorielles en Espagne, citons, « Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 70, 2003 ; dossier

L'ensemble des articles contenus dans ce dossier propose de contribuer à la réflexion sur ces pays d'Europe du Sud et de faire le point sur les nouveaux questionnements historiques et historiographiques, parmi lesquels le regard sur les dictatures sud-européennes, les aspects diplomatiques et internationaux, les questions identitaires, le rapport des peuples avec leur transition démocratique, les questions mémorielles ou encore le rôle des femmes et de l'émigration.

Un premier axe de réflexion de ce dossier porte sur l'état de l'historiographie la plus récente des trois pays. Bruno Monteiro revient sur les nombreux débats historiographiques concernant l'*Estado Novo*. Avant même la chute de la dictature, une des principales questions que se posaient une partie des historiens concernait la nature du régime : est-ce un régime fasciste ou non ? Bruno Monteiro revient sur ce débat encore vif tout en indiquant les angles morts qu'il suscite. S'appuyant sur des œuvres récentes, il souligne tout l'intérêt des approches historiographiques actuelles pour renouveler les questionnements sur la plus longue dictature d'Europe occidentale.

Relevant la vitalité des écoles historiques en Espagne, Benoît Pellistrandi se penche sur le rôle pionnier de deux figures centrales – José María Jover Zamora et Manuel Tuñón de Lara – dont le premier a exercé son magistère d'historien dans son pays, l'autre en France. Il souligne l'importance des acquis de cette historiographie qui, en faisant de l'Espagne contemporaine un objet pleinement scientifique, a accompagné la consolidation d'une culture démocratique acceptant la complexité des sociétés et des hommes.

Par la focale de la politique extérieure de l'Espagne, Rosa Pardo rappelle que l'on ne peut percevoir la transition démocratique comme une rupture brutale avec le franquisme. Ce n'est qu'à partir de 1986 qu'émerge un nouveau modèle de politique étrangère espagnole. C'est véritablement avec l'adhésion à l'Europe communautaire et le changement d'attitude de Felipe González vis-à-vis de l'OTAN que le gouvernement espagnol socialiste commence à définir et à mener une nouvelle politique extérieure ambitieuse.

Une série d'articles tente, dans un second temps, de rendre compte de la diversité des approches et des questions mémorielles, particulièrement vives en Europe du Sud. Au Portugal, la Révolution des Œillets ne marque pas seulement la chute de la dictature : elle permet le processus de décolonisation et met fin à des conflits armés initiés en 1961. *L'Estado Novo* essaie de conserver ses colonies et un Empire prétendument vieux de cinq siècles en mobilisant une grande partie de ses ressources militaires, en obtenant l'appui diplomatique de pays comme la France ou la République fédérale d'Allemagne et en diffusant des mythes sur la prétendue singularité de la colonisation portugaise. Nuno Domingos démontre que si l'indépendance des colonies n'a pas été vécue comme un traumatisme par une grande partie de la population portugaise, les discours et les mythes sur la colonisation datant des dernières décennies de la dictature se perpétuent et se reconfigurent jusqu'à nos jours en fonction d'intérêts politiques, diplomatiques et économiques.

Stéphane Michonneau s'interroge, quant à lui, sur la « sanctuarisation » de la mémoire de la guerre civile pendant la transition démocratique. Il dessine une forme de silence des politiques mémorielles, qui contraste avec la vigueur des souvenirs encore vivaces dans la société. Mais la redécouverte de l'intensité de la répression franquiste rend caduque ce compromis transitionnel qui avait troqué la justice rendue aux victimes du franquisme contre la paix sociale.

Dans le paysage victimaire espagnol, en pleine effervescence depuis le début du XXI^e siècle, les victimes de la transition démocratique peinent à faire entendre leur voix. Sophie Baby se penche sur l'irruption dans le débat public de ces « oubliées », écrasées par le poids du mythe d'une transition sans effusion de sang, et donc sans victimes. L'analyse des dynamiques de ce processus de victimisation montre néanmoins à quel point ces victimes sont incapables de constituer un collectif efficace, écartelées entre plusieurs causes victimaires, celles du terrorisme, du franquisme et du conflit basque.

Anne Couderc propose de faire le point sur les débats complexes et actuellement très vifs en Grèce autour de l'identité nationale et des mémoires en conflit. Ils révèlent la difficulté du processus de nationalisation d'une société encore marquée par l'identité de diaspora méditerranéenne et traversée par un état de division, voire de guerre civile, sur l'ensemble du XX^e siècle qui se prolonge fortement dans le contexte de la crise actuelle.

Enfin, la troisième et dernière orientation de ce dossier porte sur les nouvelles perspectives historiques développées récemment par les chercheurs. Le général Franco aimait à répéter que le Portugal et l'Espagne étaient des frères siamois. Si l'une des deux dictatures tombait, l'autre ne pouvait survivre. En analysant finement la presse espagnole, Rita Luís montre comment les catégories de « peuple » et de « masses » ont articulé le discours médiatique espagnol sur la révolution portugaise. L'auteure explique ainsi certains paradoxes de la couverture médiatique espagnole : le soutien de la presse fidèle au régime franquiste au processus électoral, ou l'invisibilité de plusieurs acteurs (les femmes, les paysans ou les ouvriers par exemple) de cette révolution singulière.

Ana Asperilla illustre, quant à elle, le renouvellement des recherches sur les mouvements migratoires en analysant la trajectoire des émigrantes espagnoles en Europe durant deux décennies, de la création de l'Instituto Español de Emigración (IEE) en 1956 jusqu'à la fin de la dictature franquiste en 1975. À travers l'étude de la vie quotidienne de ces migrantes, des processus migratoires, des discours sur l'émigration féminine et masculine, de l'accueil qui leur est réservé en Europe, et des processus d'intégration, l'auteur dresse un portrait de groupe de ces migrantes et contribue à l'étude des spécificités de l'émigration des femmes espagnoles dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Victor Fernandez Soriano dresse un panorama de la participation de la Grèce au processus de construction européenne, et tente d'évaluer en termes historiques quelle a été la place de ce pays dans le processus d'intégration communautaire depuis la signature de son accord d'association en 1961. C'est ainsi l'occasion de discuter l'hypothèse selon laquelle cette participation revêt une signification politique non seulement pour la Grèce elle-même, mais aussi en ce qui concerne certains aspects de la configuration politique de l'Europe.

Enfin, dans la rubrique « Sources », Amélie Nuq analyse les enjeux historiographiques et politiques que constituent les archives du franquisme. Dès 1936, les archives publiques et privées sont mobilisées par l'armée nationaliste pour réprimer les groupes et les individus désignés comme l'« Anti-Espagne ». Après la mort de Franco, dispersées, mal inventoriées, dégradées, les archives de la période 1936-1975 restent longtemps inaccessibles. Cependant, à partir des années 2000, l'importance médiatique prise par la question de la « mémoire historique » et l'« hypermnésie » de la société espagnole autour de la guerre civile et de la répression franquiste politisent la question des archives de cette période. L'accès aux sources devient non seulement une revendication des historiens mais aussi d'une partie de la population espagnole.

Les auteurs

Ancienne élève de l'ENS Ulm-Sèvres, Anne Dulphy est professeur d'histoire contemporaine à l'École polytechnique, chercheur rattaché au Laboratoire interdisciplinaire de Polytechnique (LinX) et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po. Consacrées à la politique étrangère de la France, ses recherches portent sur les interactions entre questions internationales, politique et société, notamment en ce qui concerne l'Espagne. Elle a codirigé *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation* (PIE-Peter Lang, 2010) et *D'Italie et d'ailleurs. Mélanges en l'honneur de Pierre Milza* (PUR, 2014). S'intéressant à l'Algérie sous domination française, elle a publié *Entre Espagne et France, l'Algérie des Pieds-noirs* (Vendémiaire, 2014).

Victor Pereira, docteur en histoire à l'Institut d'études politiques de Paris, est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Pau et des Pays de l'Adour. Il est également chercheur de l'Instituto de História Contemporânea de l'Université nouvelle de Lisbonne. Il mène des recherches sur les migrations portugaises et sur l'histoire du XX^e siècle portugais. Il a dirigé, avec Nuno Domingos, *O Estado Novo em Questão* (Edições 70, 2010) et publié *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, (Presses de Sciences Po, 2012/Temas & Debates, 2014).

Matthieu Trouvé est maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Po Bordeaux. Diplômé de l'IEP de Bordeaux et agrégé d'histoire, il a publié sa thèse en 2008 sous le titre *L'Espagne et l'Europe. De la dictature de Franco à l'Union européenne* dans la collection « Euroclio » aux éditions Peter Lang. Il est l'auteur plusieurs articles sur la construction européenne, l'histoire de l'Espagne et de la France depuis 1945, en particulier sur le rôle des élites politiques et diplomatiques. Ses travaux portent actuellement sur la politique de la France à l'égard des pays d'Europe du Sud dans les années 1970-1980, ainsi que sur la diplomatie française à l'égard de l'Amérique latine depuis les années 1960. Il a récemment codirigé, avec Hubert Bonin et Françoise Taliano-des-Garets, *Le Royaume-Uni, l'Europe et le monde* (Presses universitaires du Septentrion, 2015).

Pour citer cet article : Anne Dulphy, Victor Pereira, Matthieu Trouvé, « L'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce) : nouvelles approches historiographiques des dictatures et de la transition démocratique. Introduction », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr